



Ministère des Finances

Direction Générale du Budget

Direction de la Programmation Budgétaire



Budget citoyen 2019



Mieux comprendre le budget de l'Etat,
pour une meilleure participation citoyenne
à l'effort de construction nationale

Avant-propos



Le budget de l'Etat est l'instrument de mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement économique et social. Son élaboration et son exécution relèvent d'un exercice auquel participent plusieurs acteurs.

Sa préparation est conduite par l'Exécutif à travers le Ministère des Finances et Les autres acteurs, tels que l'Assemblée Nationale et la Cour des Comptes, n'interviennent que pendant la phase de validation des documents budgétaires relatifs au projet de loi de finances ou la reddition des comptes de l'Etat.

La mise en œuvre du budget permet d'appréhender l'action de l'Etat sous trois (3) dimensions à savoir l'efficacité socio-économique vis-à-vis des citoyens, la qualité du service rendu aux usagers de l'administration et l'efficacité dans la gestion au regard des redevables qui concourent à la mobilisation des ressources publiques. En effet, à travers l'exécution du budget, le Gouvernement recherche l'amélioration des conditions de vie aux citoyens en leur fournissant des services publics (santé, éducation, eau potable, sécurité, etc.).

C'est ainsi que depuis 2018, pour tenir compte de toutes ces préoccupations, le Niger a opté pour une restructuration de son budget qui, dans sa présentation et son exécution, passe d'un budget de moyen à un budget programme. En effet, cette nouvelle approche permet de mesurer le bénéfice que l'action de l'Etat procure aux citoyens tout en s'inscrivant dans une perspective de contraintes financières.

Pour faciliter la compréhension de l'action de l'Etat par les citoyens, chaque année le budget adopté fait également l'objet d'une présentation simplifiée sous forme de budget citoyen.

L'édition 2019, a pour but de porter les informations budgétaires à portée de mains de la population permettant au citoyen de mieux connaître les principales ressources et charges de l'Etat avec un accent particulier sur les secteurs qui impactent fortement et directement sa vie notamment l'éducation, la santé, l'agriculture, l'eau potable et l'assainissement. Il résume et explique clairement et simplement la Loi de Finances 2019 pour sa meilleure appropriation par l'ensemble de la population en vue de favoriser son adhésion à l'effort fiscal et lui permettre d'exercer un suivi efficace de la performance de l'action publique au cours de l'année 2019. Il constitue de ce fait un outil d'éducation citoyenne et de transparence budgétaire.

Le Ministre des Finances

MAMADOU DIOP

Introduction

Dans le cadre de la transparence des finances publiques, de la participation citoyenne au processus budgétaire et par souci de redevabilité, le pouvoir public est appelé à mettre à la disposition de la population les outils nécessaires à l'analyse et au suivi des finances publiques.

C'est ainsi que le Gouvernement, à travers le Ministère des Finances, a pris l'option de publier chaque année un condensé budgétaire appelé « Budget citoyen ».

Cette édition 2019 s'appuie sur les dispositions juridiques des précédentes éditions. Dans le cadre de cette importante réforme des finances publiques le budget citoyen constitue le principal outil pour favoriser la lisibilité du Budget de l'Etat à travers sa présentation par programmes.

Le Budget citoyen 2019 reprend dans ses grandes lignes les chiffres, les politiques, ainsi que les actions et mesures contenues dans la Loi de finances 2019. Dans un premier temps, il rappelle le concept du budget citoyen et son rôle dans la participation citoyenne au processus budgétaire ainsi que les étapes du processus d'élaboration du budget.

Par la suite, le Budget citoyen 2019 s'appesantit sur la Loi de Finances 2019, en termes du contexte qui a caractérisé son élaboration, des hypothèses macroéconomiques qui ont sous-tendu son élaboration, des actions phares à couvrir et leurs sources de financement et enfin les principales réalisations.

Quelques notions de base relatives au budget de l'Etat

Cadrage macroéconomique : il consiste en la détermination des grandes masses de ressources et de dépenses pour l'année concernée en tenant compte des hypothèses et de la conjoncture aussi bien au plan national, régional qu'international.

Cadrage budgétaire : il consiste à dégager les prévisions de ressources globales et à les allouer à la réalisation des programmes de développement définis à travers les axes du Plan de Développement Economique et Social (PDES).

Loi de finances initiale (LFI) : c'est l'autorisation parlementaire accordée chaque année à l'Etat pour d'une part, percevoir des ressources financières et d'autre part, affecter ces ressources à la réalisation de dépenses dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement économique et social. Il s'agit de l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses de l'Etat pour une année civile.

Loi de finances rectificative (LFR) : c'est elle qui modifie en cours d'exécution, la loi de finances initiale, soit pour constater des nouvelles recettes, soit pour procéder à une réallocation des ressources, compte tenu de la survenance d'événements imprévisibles en cours d'année (inondation, changements institutionnels, etc.).

Budget de l'Etat : il s'agit de la partie chiffrée de la «loi de finances», c'est-à-dire l'ensemble des comptes qui décrivent pour une année financière, les prévisions des ressources et des charges de l'Etat. Il ne constitue pas un stock de ressources disponibles sur lesquelles sont imputées des dépenses.

Le recouvrement des recettes se réalise tout au long de l'année budgétaire et les dépenses sont exécutées en tenant compte du niveau de réalisation de ces recettes.

Taux de croissance du PIB réel : l'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie, le rythme de création de sa richesse.

Taux de Pression Fiscale : c'est le rapport des recettes fiscales sur le produit intérieur brut nominal

Quelques notions de base relatives au budget de l'Etat

Autorisation du Parlement : c'est l'acte par lequel l'Assemblée Nationale donne son approbation au Gouvernement pour la mobilisation et l'utilisation des ressources prévues pour l'année budgétaire concernée. Ainsi, chaque année, l'exécutif (Gouvernement) soumet à l'appréciation du législatif (Parlement) ses projets de mobilisation de ressources tant au niveau national qu'international et ensuite requiert son approbation pour l'utilisation de ces ressources pour réaliser les dépenses programmées.

Le Budget programme : C'est un budget préparé, élaboré, adopté, exécuté et évalué sur la base de programmes.

Le programme : « Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus. Les objectifs de chaque programme sont assortis d'indicateurs de résultats ».

Les Autorisations d'Engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées au cours d'une période

Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées et ordonnancées durant un exercice budgétaire pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement



GRANDES ETAPES DU PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET

Les grandes étapes du processus d'élaboration du budget

PHASE	ACTIVITES	ACTEURS	CALENDRIER
Cadrage budgétaire	Définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires	Cab/PM -DGB/MF- DGE/MP	Janvier-Février
	Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) et sectorielles (crédits budgétaires des ministères et institutions) à travers le cadrage budgétaire.	DGB/MF	Mars-Avril
	Elaboration des DPPD (avant-projets de budget) des ministères et des institutions.	Ministères sectoriels	Mai-Juin
PHASE	ACTIVITES	ACTEURS	CALENDRIER
Arbitrage	Examen technique des DPPD des ministères et des institutions	DGB/MF	Juillet
	Arbitrage des DPPD des ministères et institutions par le Ministère en charge des Finances	MF	Juillet-Août
	Arbitrage de l'avant-projet de loi de finances en Conseil de ministres	Gouvernement	Septembre
	Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Gouvernement	Gouvernement	
PHASE	ACTIVITES	ACTEURS	CALENDRIER
Vote	Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale	SG-Gouvernement	Septembre
	Examen par la Commission Finances et Budget de l'Assemblée Nationale et vote de la loi de finances par le Parlement	Parlement	Octobre-Décembre
	Promulgation de la loi de finances par le Président de la République	PRN	Décembre



CONTEXTE ET HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT EXERCICE 2019 ET PRIORITES

Contexte et hypothèses d'élaboration du budget de l'Etat exercice 2019 et priorités

Contexte

Le budget de l'Etat, exercice 2019, intervient dans un contexte international, régional et national marqué par des perspectives favorables pour notre économie, la mise en œuvre de plusieurs réformes notamment dans le domaine des finances publiques dont celle relative au budget programme, mais également par des préoccupations majeures marquées par la persistance des menaces sécuritaires, la baisse des prix des matières premières, le changement climatique et une démographie galopante.

- Environnement économique international

Sur la base des perspectives économiques mondiales établies par le FMI en juillet 2018, la croissance de l'économie mondiale s'est consolidée sur les trois dernières années, en passant de 3,2% en 2016, 3,7% en 2017 à 3,9% en 2018.

La reprise de l'économie mondiale est basée sur une augmentation notable de l'investissement, du commerce international, la stabilisation des cours des matières premières et de la production industrielle.

Aux Etats-Unis, la croissance a atteint 2,3% en 2017 après 1,5% en 2016 et s'accélérait à 2,9% en 2018 pour retomber à 2,7% en 2019. La poursuite d'une croissance à court terme, qui est modérément supérieure à son potentiel, s'explique par des conditions financières très favorables et la solidité de la confiance des chefs d'entreprises et des consommateurs.

Pour les pays émergents et les économies en développement, la croissance s'accélérait en passant de 4,4% en 2016 à 4,7% en 2017 et devrait progressivement atteindre 4,9% en 2018 et 5,1% en 2019. Le dynamisme relevé dans ces pays en développement résulte de l'accélération de l'activité économique prévue en Inde pour 7,3% en 2018 contre 6,7% en 2017 et devrait connaître une plus grande progression en 2019, en se fixant à 7,5%.



- Environnement économique régional

En Afrique subsaharienne, après une faible croissance de 1,5 % en 2016 liée à la morosité des cours des principales matières premières exportées par les pays, le PIB réel moyen a rebondi pour atteindre 2,8% en 2017. Les projections du FMI de juillet 2018 indiquent une croissance de 3,4% en 2018, qui devrait se raffermir en 2019 pour atteindre 3,8%.

Cette amélioration est le reflet d'une conjoncture internationale plus favorable ; du rétablissement progressif des prix des matières premières (principalement le pétrole et les métaux) ; de la vigueur de la demande intérieure ; de l'amélioration de la production agricole dans la plupart des pays.

Au Nigeria, le rétablissement progressif des prix du pétrole conjugué à la forte performance du secteur agricole a permis à l'économie de sortir de la récession enregistrée en 2016 (-1,6%). Toutefois, la croissance a été faible en 2017 (+0,8%). Le Nigeria devrait connaître un rebond de sa croissance en 2018 (+2,1%), qui se consoliderait en 2019 avec un taux de 2,3%.

Dans les pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a été dynamique depuis le début de l'année 2017. Selon les dernières estimations de la BCEAO, le taux de croissance du produit intérieur brut de l'Union, en glissement annuel, est ressorti à 6,7% en 2017, porté essentiellement par la vigueur de la demande intérieure après 6,6% en 2016 et 6,2% en 2015.

Le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, est ressorti à 4,2% du PIB en 2017 contre 4,3% en 2016, pour un objectif communautaire escompté de 3,0% à l'horizon 2019.

Quant au taux d'inflation dans la zone UEMOA en glissement annuel, il s'est établi à 0,9% en 2017 après 0,6% en 2016. Cette évolution s'explique par un approvisionnement satisfaisant des marchés en produits agricoles locaux et en produits de la pêche.

Le taux d'inflation dans les pays de l'UEMOA est projeté à 1,5% en 2018 et 2019, en lien avec l'objectif de stabilité des prix.

Contexte et hypothèses d'élaboration du budget de l'Etat exercice 2019 et priorités

Hypothèses

Le scénario de référence du cadrage macroéconomique et budgétaire 2019-2021, repose principalement sur des hypothèses qui prennent en compte l'évolution à moyen terme de l'environnement international, régional et national.

Au niveau international,

les hypothèses portent sur une reprise de la croissance mondiale et une évolution mitigée des cours des principales matières premières d'exportation du Niger notamment le pétrole, l'uranium et l'or. En effet :

- ☒ Pour le pétrole, il est retenu l'hypothèse selon laquelle les cours se stabiliseraient autour d'une valeur moyenne de 62,3 dollars le baril (weo Avril, 2018) ;
- ☒ En ce qui concerne l'uranium, son cours se maintiendrait à 32,6 dollars/livre en 2019 et 2020 et connaîtrait une légère augmentation pour se situer à 33,6 dollars/livre en 2021 ;
- ☒ S'agissant de l'or, son cours resterait au niveau de 1331 dollars/Once en 2019 à 1375 dollars/once en 2021.

Au niveau régional,

la croissance économique se consoliderait avec la sortie progressive du Nigeria de la récession économique. Les échanges commerciaux s'intensifieraient avec le renforcement de l'intégration économique suite à la redynamisation et la création de certaines instances régionales (CILSS, ZLECA...). Sur le plan sécuritaire, la situation s'améliorerait progressivement avec notamment l'opérationnalisation de la force G5 Sahel.

Au niveau national,

les hypothèses spécifiques portent sur :

- ☒ La mise en œuvre efficace et effective du PDES 2017-2021 avec une bonne mobilisation des ressources annoncées à la table ronde de paris et un bon taux de consommation de crédit de ces ressources ;
- ☒ La consolidation de la stabilité sociopolitique (axe 1 : renaissance culturelle) et sécuritaire du pays en vue de favoriser et relancer l'investissement public et privé ;
- ☒ La poursuite des grands travaux publics (aménagement de l'aéroport international de Niamey, salkadamna, troisième pont) ;
- ☒ La mise en œuvre des réformes économiques et financières (PEF 2016-2020, PGRFP IV 2017-2020).

La branche agriculture est projetée sur la base des tendances passées et des effets attendus de l'initiative 3N à travers les réformes réalisées et en cours dans le domaine et les investissements structurants dans le cadre des projets appuyés par le MCC.

Il est également supposé des campagnes agricoles normales c'est-à-dire sans attaque des ennemies des cultures et une bonne répartition des pluies dans le temps et dans l'espace.

Pour ce qui est de la production pétrolière, elle permettrait d'atteindre la pleine capacité de la SORAZ soit 20000 barils/jour de 2019 à 2021. La production destinée à l'exportation débiterait après la période sous revue.

Concernant l'uranium, la production enregistrerait des légères évolutions pendant la période de projection. En effet, elle passerait de 2843 tonnes en 2019 à 2840 tonnes et 2820 tonnes respectivement en 2020 et 2021 en raison de la stagnation des cours internationaux et du vieillissement des sites.

Quant à la production d'or, elle connaîtrait une hausse modérée en passant de 1954 kg en 2019 à 2068 kg en 2020 et 2189 kg en 2021. Cette tendance haussière est liée à la bonne récupération de l'or dans le minerai et aux effets des réformes de modernisation de l'activité.

S'agissant des autres branches de l'économie, elles sont projetées sur la base des tendances passées et des politiques sectorielles réalisées et en cours.

Les principales hypothèses sur lesquelles repose la variante optimiste sont :

- un niveau plus élevé des cours des matières premières d'exportation du Niger ;
- une branche agricole plus dynamique c'est-à-dire moins sensible aux chocs climatiques grâce à l'ISN, des investissements plus importants en lien avec la mise en œuvre plus efficace du PDES 2017-2021 ;
- un début de l'exportation du pétrole brut à partir de 2020.

En ce qui concerne le pétrole, il est fait l'hypothèse d'une augmentation de 10 \$US sur les cours internationaux retenus dans le scénario de base. L'augmentation de la croissance de la branche agriculture d'un (1,3) point par rapport au niveau tendanciel cette hypothèse est fondée sur une évolution positive du secteur réel sur la période suite aux investissements significatifs qu'il connaîtrait ; L'investissement évoluerait pour tenir compte d'une meilleure mise en œuvre du PDES 2017-2021. Par ailleurs, la production pétrolière destinée à l'exportation commencerait dès 2020 avec 10 000 barils/jours et 30 000 barils/jour en 2021.



ORIENTATION STRETEGIQUE

3.1 Orientations du budget 2019

3.1 Orientations du budget 2019

L'élaboration du budget de l'Etat pour l'année 2019 s'appuie sur les objectifs économiques et sociaux du gouvernement découlant de la mise en œuvre du nouveau Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021.

En tant que référentiel national des interventions de l'Etat et des partenaires au développement sur la période couverte, le PDES 2017-2021 constitue la première déclinaison quinquennale de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI Niger 2035). Il tire sa substance, ses principales orientations et axes stratégiques des ambitions profondes du Programme de Renaissance Acte 2 dont il constitue le principal instrument de mise en œuvre. Il s'appuie également sur la Déclaration de Politique Générale (DPG) du Premier Ministre. En effet, le PDES vise l'avènement d'un développement économique et social du pays qui permette durablement la croissance du revenu moyen, la satisfaction des besoins fondamentaux, la réduction de la pauvreté, le renforcement des capacités humaines, la viabilité environnementale et l'équité sociale.

Ainsi, la vision du PDES consiste à faire du Niger « un pays uni, démocratique et moderne, paisible, prospère et fier de ses valeurs culturelles, sous-tendu par un développement durable, éthique, équitable et équilibré dans une Afrique unie et solidaire ».

C'est ainsi que les priorités du budget de l'Etat, exercice 2019, ont été définies à partir des objectifs fixés dans le PDES.

En vue d'accroître la résilience de l'économie face aux chocs, un accent particulier sera mis sur la mobilisation des recettes intérieures, la rationalisation des dépenses et la diversification de la base de production.

Pour ce faire, les projections macro-économiques sur la période 2019-2021 tiennent compte des niveaux de réalisations antérieures, des perspectives pétrolières et minières et des capacités objectives de mise en œuvre des politiques économiques. En outre, elles intègrent l'environnement économique régional et international ci-dessus décrits, ainsi que des principes directeurs relatifs à la convergence au sein de l'UEMOA. Les actions essentielles à mettre en œuvre au regard de ces perspectives sont les suivantes :

- le raffermissement des bases de l'économie et le renforcement de son potentiel à réaliser un rythme de croissance accéléré, à même de répondre au double objectif d'amélioration du revenu et de création d'emplois, et de consolidation des fondements d'un développement durable ;
- la poursuite du programme économique et financier et la mise en œuvre des réformes des finances publiques et du secteur financier pour consolider le cadre macroéconomique ;
- l'accélération de la mise en œuvre de l'initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens) en vue de réduire la dépendance de la production agricole des aléas climatiques et l'extension des surfaces cultivables par la promotion des investissements et de l'irrigation ;
- le renforcement de la gestion budgétaire et l'amélioration des administrations fiscales face à des déficits budgétaires de plus en plus importants ;
- la poursuite du renforcement des capacités institutionnelles de l'administration ;

- la poursuite des grands chantiers, notamment dans le domaine des infrastructures (pétrole, énergie, télécommunications) ;
- l'amélioration progressive de tous les critères de convergence par une mobilisation accrue des recettes et une amélioration de la qualité des dépenses courantes, une maîtrise de l'inflation et une diversification de l'économie ;
- la poursuite des actions visant l'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'initiative privée.

En matière d'endettement, les orientations de politique sont notamment :

- une stratégie orientée vers la réduction du coût de la dette ;
 - le recours prioritaire aux emprunts concessionnels ;
 - le recours prudent aux bailleurs non traditionnels pour le financement de projets hautement rentables.
- En somme, la mise en œuvre de ces actions devra permettre d'avoir des effets positifs sur la croissance économique ainsi que sur les finances publiques et la balance commerciale. Cela devrait aussi permettre une amélioration du profil des critères de convergence sur la période 2019-2021.

Les principales hypothèses qui sous-tendent l'élaboration de ce projet de loi de finances, se présentent comme suit :

- au niveau international, les hypothèses se fondent sur une mobilisation conséquente des ressources extérieures nécessaires à la mise en œuvre du PDES (2017-2021), notamment avec IDA 18, le Millenium Challenge Corporation (MCC), le Fonds Européen de Développement, etc. ;
- au plan régional, ces hypothèses sont basées sur une bonne tenue de la croissance dans l'espace communautaire (UEMOA et CEDEAO), avec un bon développement des échanges et une amélioration de l'environnement sécuritaire ;



3.1 Orientations du budget 2019

Au plan national :

- une production agricole qui bénéficierait d'une meilleure répartition pluviométrique, dans l'espace et dans le temps, ainsi que des effets des réformes dans le cadre de l'Initiative 3N ;
- l'amélioration de la capacité de la production de la SORAZ ;
- la stabilisation de la production d'uranium autour de 2800 tonnes, en rapport avec la faiblesse de la demande et le vieillissement des sites ;
- la poursuite/début de réalisation des grands chantiers tels que le Sommet de l'UA, la construction du pipeline, du troisième pont, des échangeurs, la réhabilitation de l'aéroport DIORI HAMANI, etc....

Cependant, il convient de noter que des risques pèsent sur les hypothèses ayant permis de bâtir le cadrage. Ces risques sont liés notamment au contexte International marqué par la rareté de l'aide publique au développement et les ressources concessionnelles nécessaires au financement des investissements publics, notamment dans les secteurs sociaux ; le maintien à un niveau faible des prix des principales matières ; les menaces sécuritaires persistantes au niveau national et régional.

3.2 Choix stratégiques du budget

Le budget 2019 a été élaboré dans la dynamique de relancer l'économie pour une croissance d'au moins 9% sur la période 2019-2021 en lien avec l'ambition de croissance affichée dans le PDES. Ainsi, elle s'établirait à 6,5% en 2019, puis à 7,0% en 2020 et 13,5% en 2021. Pour l'année 2019, la contribution sectorielle à la croissance proviendrait essentiellement du secteur tertiaire pour 2,6 points de pourcentage, suivi des secteurs primaire et secondaire pour respectivement 2,2 points et 1,7 point de pourcentage.

S'agissant de l'inflation, l'objectif est de la maintenir en dessous de la norme communautaire de 3% sur la période 2019-2021.

3.2.1 En matière de recettes

L'objectif stratégique reste la poursuite de l'amélioration des recettes par l'élargissement de l'assiette, la modernisation de la gestion de l'impôt et des administrations fiscales, ainsi que le renforcement de la gestion de la trésorerie.

Pour ce qui est des ressources extérieures, le Gouvernement poursuivra sa politique de mobilisation des dons et des emprunts à des taux concessionnels.

Le recours au marché régional se poursuivra afin de lever des ressources d'appoint et renforcer ainsi le financement du budget.

Enfin, le mécanisme de financement par voie de partenariat public privé sera poursuivi pour le financement de certains investissements prioritaires, sur la base du nouveau cadre établi par la Loi sur les PPP.

Plus spécifiquement, en vue d'atteindre les objectifs visés en matière de recettes, l'accent sera mis sur les réformes majeures suivantes :

- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la recherche des niches fiscales ;
- l'adoption des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ;

- la maîtrise de l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers, à travers le renforcement des actions de lutte contre la fraude des hydrocarbures ;
- la création d'un environnement propice aux affaires ;
- une meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et une amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- la prise des mesures pour une mobilisation effective des financements annoncés du PDES ;
- l'opérationnalisation intégrale des systèmes de gestion des impôts et taxes ;
- la bancarisation du paiement des impôts.

3.2.2 En matière de dépenses

Les orientations tiennent compte des contraintes des ressources, face à des besoins sans cesse croissants et les capacités réelles de mise en œuvre des politiques et stratégies publiques. Ainsi, les choix budgétaires conduisent à proposer des dépenses rationnelles, devant permettre d'atteindre les objectifs du Gouvernement à moindres coûts.

Dans ce cadre, des efforts doivent être consentis, en vue de réaliser des économies budgétaires par rapport à l'année 2018.

L'impact qui pourrait se ressentir sur les ressources allouées pourrait être atténué par une meilleure exploitation des nouvelles technologies de l'information et la synergie dans l'utilisation des moyens de conduite des activités au niveau des administrations publiques.

L'accent sera particulièrement mis sur les mesures et actions suivantes :

- la consolidation du processus de budget-programme ;
- la modernisation de la chaîne de dépense et son déploiement au niveau des ministères sectoriels ;
- la réforme comptable et la modernisation des systèmes de paiement à travers SICA UMOA (Système Interbancaire de Compensation Automatisée) et STAR UMOA (Système de Traitement Automatisé de Règlement) ;
- la bancarisation des paiements publics par la suppression du billetage pour le paiement des salaires des agents, des péculés des contractuels et des bourses d'étude ; des bons de caisse au profit des opérateurs économiques, etc. ;
- la modernisation de la solde par la mise en place d'un fichier biométrique des agents de l'Etat ;
- la mise en œuvre effective du Plan d'actions pour l'amélioration de la gestion des investissements publics ;
- l'audit des principaux établissements et entreprises publics, ainsi que l'harmonisation des grilles des avantages et rémunérations de leurs agents.





PRESENTATION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

Présentation du budget général de l'Etat

Les ressources de l'Etat

Les ressources du budget général au titre de l'année 2019 s'élèvent à un montant de 2.050,76 milliards de FCFA, contre 1.971,97 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 78,79 milliards FCFA en valeur absolue, correspondant à 4,00% en valeur relative. Le tableau qui suit donne l'évolution des grandes masses des recettes par nature.

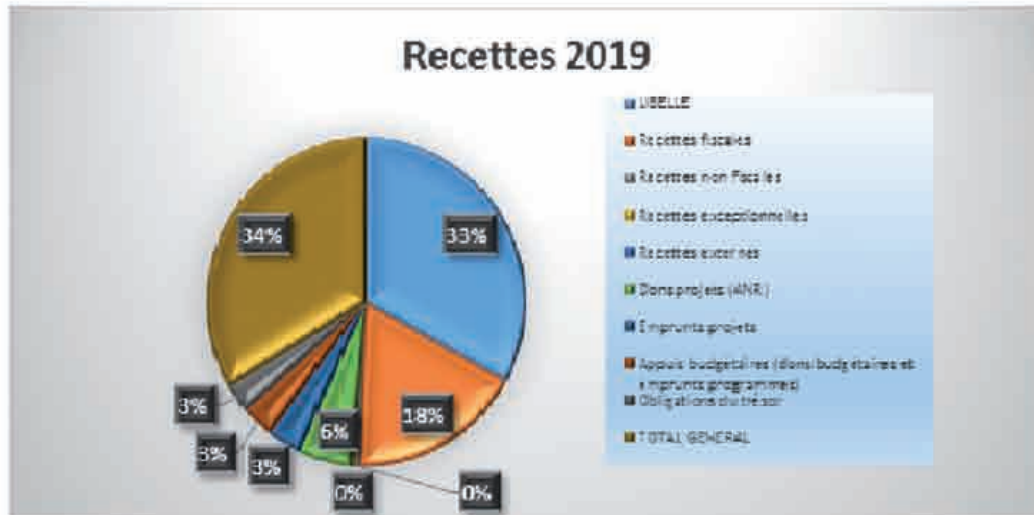
Tableau 4 : Répartition par grandes natures des recettes du budget général (en milliards de FCFA) :

LIBELLE	2018	2019	Variation	
			Montant	%
Recettes internes				
Recettes fiscales	983,37	1 078,15	94,78	9,64%
Recettes non fiscales	25,69	27,47	1,77	6,90%
Recettes exceptionnelles	78,47	22,99	-55,48	-70,70%
Total recettes internes	1 087,54	1 128,61	41,07	3,78%
Recettes externes				
Dons projets (ANR)	334,57	333,74	-0,83	-0,25%
Emprunts projets	210,27	210,50	0,23	0,11%
Appuis budgétaires (dons budgétaires et emprunts programmes)	189,59	198,46	8,87	4,68%
Total recettes externes	734,43	742,70	8,27	1,13%
Obligations du trésor	150,00	179,45	29,45	19,64%
TOTAL GENERAL	1 971,97	2 050,76	78,79	4,00%

Le niveau des ressources budgétaires 2019 serait conforté par une mobilisation plus accrue à la fois des ressources internes (+3,78%), des ressources externes (1,13%) et des emprunts obligataires (+19,64%). Au niveau des ressources internes, on note toutefois une baisse importante des recettes exceptionnelles (-70,70%).

Présentation du budget général de l'Etat

Les ressources de l'Etat



D'où proviennent les recettes de l'Etat

Les recettes de l'Etat proviennent de la mise en œuvre de la politique fiscale à travers la collecte des impôts et taxes autorisée par la loi.

Les ressources et les charges de l'Etat sont constituées des recettes et de dépenses budgétaires ainsi que des ressources et des charges de trésorerie (Art 6 loi organique 2012).

Les ressources budgétaires de l'Etat comprennent (Art 7 loi organique 2012) :

- Les impôts et les taxes ainsi que les produits des amendes,
- Les rémunérations des services rendus et les redevances ;
- Les fonds de concours, dons et legs ;
- Les revenus du domaine et des participations financières ;
- Les produits divers.

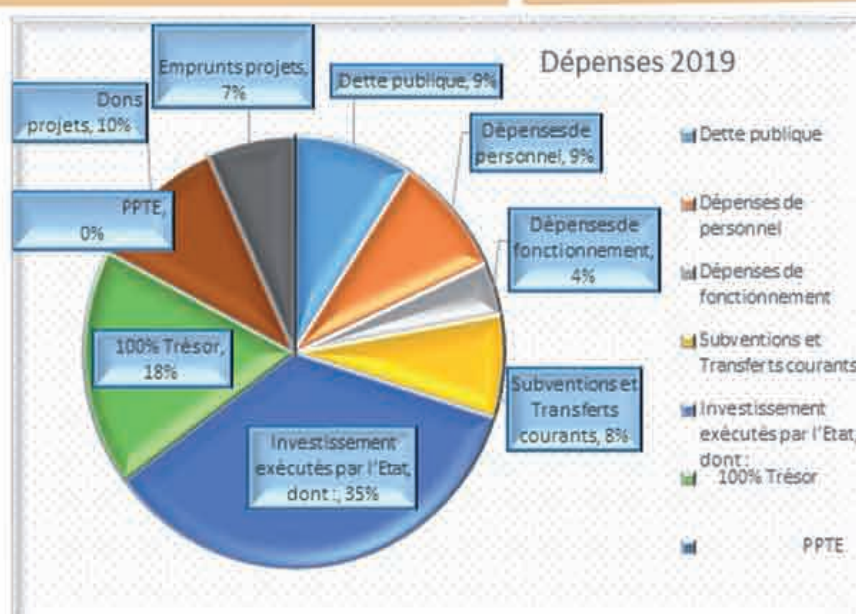
A ces recettes viennent s'ajouter les ressources provenant des emprunts contractés par l'Etat.

Présentation du budget général de l'Etat

Les dépenses de l'Etat

Les dépenses du budget général au titre de l'année 2019 s'élèvent à un montant de 2.050,76 milliards de FCFA, contre 1.971,97 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 78,79 milliards FCFA en valeur absolue, correspondant à 4,00% en valeur relative.

RUBRIQUES	2019
Dépenses de personnel	290,76
Dépenses de fonctionnement	124,41
Subventions et Transferts courants	243,61
Investissement exécutés par l'Etat, dont	1 107,24
100% Trésor	560,09
PPTE	2,91
Dons projets	333,74
Emprunts projets	210,5
TOTAL GENERAL	2 050,76



Présentation du budget général de l'Etat

Quelques inscriptions spécifiques

De nouveaux projets ont été inscrits au titre de la loi de finances 2019 :

- une dotation de 40 milliards pour les préparatifs des élections de 2021 ;
- l'aménagement de la ville de Tillabéry pour 11 milliards ;
- les investissements programmés dans le cadre de l'organisation de la conférence UA19 pour 21 milliards ;
- l'acquisition des véhicules administratifs pour 4 milliards ;
- le renforcement des infrastructures de la santé et de l'éducation pour 15 milliards.

Les économies budgétaires réalisées visent à contenir la progression des dépenses d'investissement sur ressources propres, afin de tenir compte du renchérissement et du tarissement progressif des ressources d'emprunt sur le marché financier régional, qui sont généralement utilisées pour conforter leur niveau. Ainsi, en vue de consolider les investissements prioritaires existants et prendre en charge les investissements nouveaux susmentionnés, le Gouvernement a dû apporter des ajustements de crédits nécessaires, y compris au niveau des Institutions de la République.

SECTEURS	PLF2019
Consolidation des Institutions démocratiques	103 762 405 849
Sécurité	194 669 734 674
Hydr. rurale & urb.	61 982 707 410
Dev. Rural & séc. Alim.	228 389 345 102
Education	277 200 927 914
Santé	137 463 163 488
Energ. & Infra.	243 154 630 249
régies financières	49 009 198 363
Autres	56 956 685 836
TOTAL A	1 352 588 798 885

